

EDITORIAL : Travaille et tais-toi !

Si la réalité de la pandémie du coronavirus ne fait aucun doute, contrairement à ce que les complotistes semblent indiquer, force est de constater que ce virus a des tendances très libérales.

En effet, la lutte contre cette pandémie s'accompagne partout de mesures drastiques restreignant les libertés individuelles pour éviter la contamination.

Mais, curieusement, alors que Macron 1er nous dit que la « deuxième vague » sera encore plus meurtrière que la première, les mesures de confinement sont beaucoup plus allégées : les enfants vont à l'école et le travail sur site continue dans beaucoup de domaines.

La principale préoccupation de Macron, dévoué serviteur du Medef, est de servir les intérêts des patrons, de la finance et des actionnaires. Si les écoles sont ouvertes ce n'est pas pour les élèves mais pour que les parents travaillent.

L'injonction de la mise en place du télétravail n'est suivie d'aucun décret obligeant sa mise en œuvre. Ce n'est que de la communication stérile!

Les Français ont le « droit » d'aller travailler, de s'entasser dans les transports en commun, de s'agglutiner dans les grandes surfaces mais rien d'autres. La vie sociale, les fêtes familiales, la culture, le sport, les loisirs nous sont interdits.

Les citoyens que nous sommes sont transformés en machines à travailler et à consommer C'est pourtant la logique libérale qui a affaibli notre organisation de soin et de prévention, le souci de rentabilité à court terme qui a affaibli nos moyens de lutte contre la pandémie actuelle.

En France 41 000 morts du Covid pour 61 millions d'habitants, soit un taux de 0,7/1000 à ce jour. A Cuba, 130 morts pour 11 millions d'habitants soit 0,01. Pour 1000 habitants Cuba compte 82 médecins, et la France 32 !

C'est bien cette politique libérale qui nous a amenés à cette situation, et plutôt que d'en tirer de bonnes conclusions et un changement de politique, la seule réponse trouvée est la suppression de nos droits individuels.



ÇA NOUS CONCERNE AUSSI

Sus aux pauvres !

La fraude sociale représente 1 Mds d'€ pour 0,36% des bénéficiaires et 75% des « fraudes » sont des erreurs ou des omissions, mais le travail non déclaré par les employeurs représente 20 Mds d'€ de la fraude sociale.

La fraude fiscale représente 100 Mds d'€ par an

Que fait le gouvernement ?

Il met en place des équipes mobiles pour lutter contre les 0,36% de « fraudeurs sociaux » potentiels mais il supprime les contrôleurs fiscaux et laisse aux fraudeurs fiscaux leurs 100 Mds d'€ annuels.

Macron : le Robin des Bois à l'envers !

THD dans les Unités d'Interventions, le pourquoi du comment

Lors de son CSE du 27 septembre 2020, la Direction de la DTSI a présenté un projet de transfert de l'activité de pilotage de production THD pour les accès Fibre mais uniquement pour le marché Entreprises (Retail et Wholesale) ; cela englobe le pilotage de la production de l'ensemble des produits FTTO et FTTE mise à part pour le pilotage des produits Aircom, LFO, Corewave, VPN HD/OSM qui restera en UPR.

Le personnel concerné en UPR devra suivre son activité transférée en UI et assurer en plus la montée en compétence du personnel RPI des UI qui abandonnera progressivement l'activité FTTO et FTTH. Côté plan de formation, c'est le plus grand flou. Comment la Direction envisage-t-elle de récompenser le personnel du surplus de travail (assurer la production « et en même temps » former les nouveaux collègues en UI, gérer un nouvel environnement de travail managérial et géographique. Autre souci, les métiers en UPR sont positionnés en D et Dbis (voire E) tandis qu'en UI ils sont en C et D. Ainsi le personnel en UPR voit comme un avenir sombre s'avancer à lui car ceux qui sont positionnés en D craignent la disparition des possibilités d'avancement tandis que les E et Dbis craignent pour leurs perspectives d'évolutions ainsi que pour leurs niveaux de bonus et de PVM (celles-ci étant plus hautes en UPR qu'en UI).

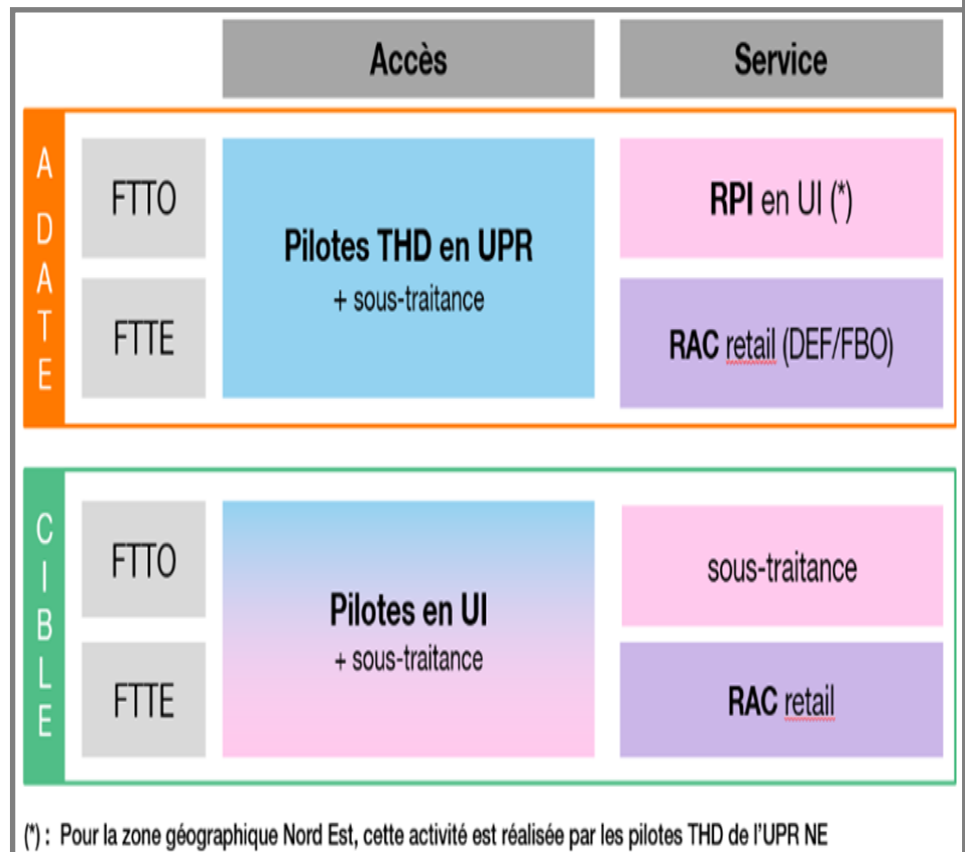
Aussi certains auraient voulu changer de poste pour ne pas subir ce transfert, mais la direction impose au personnel désigné de suivre son activité, et on parle même dans certaines UPR d'« abandon de poste » si tel n'était pas le cas, avec des menaces de sanctions.

Et que dire des déménagements géographiques du fait du changement d'Unité ? Quel impact sur le changement de CSE de rattachement ?

Ce projet va tenter d'optimiser la sous traitance, avec un budget transféré des UPR vers les UI. La charge de travail des équipes UI sera repris provisoirement par la sous-traitance, le temps qu'elles se forment et deviennent opérationnelles. A terme, le but est de diminuer le nombre de sous-traitants . Cela ne présage pas d'une dynamique favorable à l'emploi en UI. Pour la CGT, les salariés doivent être mieux considérés et un véritable dialogue doit s'engager. En proposant une pétition demandant que ce projet se fasse sur la base du volontariat, qu'aucun impact financier ne doit être subi du côté des salariés, la CGT défendra le personnel lors de la consultation au CSEE prévue les 16&17&18 décembre.

* **THD** : Très Haut Débit.

* **FTTO** : Fibre Totaly To Home



Réorganisation DTSI*

* DTSI : Direction Technique et du Système d'Information

La direction a présenté ses intentions pour une réorganisation d'ampleur de la DTSI.

Pourquoi ? La direction d'Orange supprime chaque année des milliers d'emplois, des centaines à DTSI. Mais le boulot est toujours là et il faut le faire, toujours plus, plus réactif et pour le moins cher possible. La direction réorganise pour que le boulot se fasse le moins mal possible avec ses impératifs de "rentabilité toujours plus plus" et de réactivité. On voit bien aussi le lien entre les suppressions d'emplois et la sous-traitance.

On ne connaît que les grandes lignes de cette réorganisation qui sera d'ampleur et va refondre l'organisation de la DTSI et la façon de travailler.

Il y aura une *"organisation en domaines avec une approche intégrée des responsabilités de la conception à l'exploitation"*. C'est-à-dire que le "build" (construction) et le "run" (exploitation) ne seront plus séparés mais intégrés. C'est comme la mode, un éternel recommencement. Avant, dans les équipes, on faisait "tout du sol au plafond". Puis pour gagner en productivité on nous a séparés. On va de nouveau nous remettre ensemble, avec des périmètres plus importants et moins de collègues pour faire le boulot.

La DTSI va être organisée par domaines. Ceux qui sont annoncés sont le domaine réseau, les plateformes de services, le SI, les infrastructures et le poste de travail.

Il y a d'autres pistes de gains de productivité : RH, communication et contrôle de gestion seront *"optimisés pour supporter au mieux la nouvelle organisation"*. Pas besoin de faire un dessin ...

D'autres domaines transverses (urbanisme, sécurité, RSE) seront mutualisés au niveau de DTSI.

On peut parier que quand la direction va faire les découpages plus précis en activités, ce sera aussi dans la perspective de sous-traitance.

L'agilité devient la base du bréviaire, un mot fétiche à utiliser à toutes les sauces. Mais on sait bien que là où elle est utilisée à grande échelle (de grandes boîtes de la Silicon Valley par exemple) les salariés souffrent.

A la CGT nous ne faisons pas de fétichisme sur l'organisation en établissements, par contre ce qui nous guide c'est l'emploi, les conditions de travail, les salaires, les qualifications. Le sens du travail, la pérennité et la qualité de nos activités tant historiques que nouvelles sont aussi très importants pour la CGT.

Même si les contraintes de la crise sanitaire rendent la chose difficile, nous allons informer au mieux les salariés, avec les informations que nous aurons. Et nous réfléchissons ensemble sur les conséquences de cette réorganisation, et donc aussi sur les



Climat-emploi : même combat !

Pour la CGT il n'y aura pas de progrès social sans que se mène aussi le combat sur les questions environnementales.

Conséquences du système économique, le dérèglement climatique et la destruction de la biodiversité se conjuguent avec l'épuisement des ressources naturelles. Pour éviter des catastrophes écologiques, sociétales et sociales, d'autres modes de développement, de production et de consommation sont nécessaires.

Que de paradoxes !

=> Comment Orange peut-il poursuivre les réorganisations qui entraînent davantage de déplacement mais tenir un discours de proximité et mettre en avant la responsabilité sociétale d'entreprise (RSE) et la volonté de développer la conscience écologique des salariés !

=> Comment Orange peut-il définir des objectifs de réduction de dépenses énergétiques sans considérer l'impact des déplacements de ses salariés, à moins qu'il s'agisse, en off, de réduire les surfaces et de transférer les dépenses énergétiques aux salariés grâce au télétravail.

=> Comment Orange répond à l'obsolescence programmée et prématurée de très nombreux appareils, comme nos mobiles composés de matières premières qui sont extraites, dans des Zones de conflit ou pas, par des entreprises qui, souvent, ne respectent pas les règles élémentaires du droit du travail, avec des conditions parfois désastreuses pour les mineurs. Cette industrie est enfin tout sauf durable puisque ces ressources sont épuisables.

=> Comment encore et toujours, tenir en interne un discours soi-disant écologiquement responsable et pousser nos clients à toujours plus dans une logique consumériste au service unique du revenu des actionnaires ? La responsabilité sociale et la conscience écologique ne doivent pas se limiter à influencer les comportements en interne mais contribuer, dans les pays où nous sommes implantés, à un modèle social et raisonné pour donner un avenir à tous.

Pour répondre à l'urgence sociale et climatique, une autre politique est indispensable. Cela passe par l'amélioration des conditions de vie et de travail, dans le respect de l'environnement, tout en garantissant des services de communication de qualité et de proximité sur l'ensemble du territoire, avec des salariés proches des abonnés. Pour la CGT c'est notre définition de l'ancrage territorial.

C'est pourquoi la CGT et des ONG, convaincues que les réponses aux urgences climatiques et sociales doivent être bâties ensemble, travaillent de concert dans le cadre d'une plateforme commune « Plus jamais ça ! ».

[Ctrl + clic sur => le Lien vers la vidéo](#)

Ou FLASHER
Ce QR Code
avec votre
smartphone



Bulletin de contact et de syndicalisation CGT

Nom	Prénom
Adresse	
Code Postal	Ville
(Facultatif) Téléphones -> (perso)	-> pro
Grade/Classification	Métier
Service/Bureau (nom et adresse)	